



**Appel d'offres de L'acsé : Programme d'études 2005-2008
Histoire et mémoires des immigrations en régions**

Marché n° 2005 33 DED 02 : lot n°2

Direction Régionale Aquitaine

**Histoire et mémoires
des immigrations en Aquitaine**

**Synthèse
Septembre 2007**

**Direction scientifique : Christophe DROT
Courriel : routes@samarcande.biz**

Samarcande, évaluation & stratégies - Kynos
La Cherre 40210 Luë
05 58 07 04 36 – 06 82 10 70 28
www.samarcande.biz

Cet article de synthèse met en avant les éléments historiographiques et mémoriels saillants des immigrations en Aquitaine. Il est complété par un rapport d'étude plus exhaustif, détaillant les points de cette synthèse, et apportant des références détaillées en termes de statistiques démographiques, de sources bibliographiques et mémorielles.

La rédaction du rapport d'étude et de la synthèse a été coordonnée par Christophe Drot, en coopération avec Charlotte Billaud et Marie Dominique Monferrand (agence Samarcande), intégrant des éléments de contributions originelles de Pierre Guillaume, Carmela Maltone, Benoît Sourou et Mar Fall.

Aquitaine, terres d'immigrations. Aquitaine, porte des outre-mers.

Deux intitulés quelque peu provocateurs pour ceux qui ont de la région océanique du grand Sud-ouest des images de cartes postales, où le béret coiffe une bonhomie fière du rugby et du canard gras, des vachettes et des vins rocailleux, du radicalisme républicain séculier et du bon vivre multi-millénaire. Le profil de l'Aquitain moyen esquisse si peu de contours immigrés. Et pourtant...

Depuis trois décennies bientôt, chercheurs et acteurs politiques et associatifs écornent ce portrait en pied trop idéal pour être véritable. Deux séries d'ouvrages incarnent à ce titre la nouvelle perception qui se dessine de l'Aquitaine au travers les étrangers qui la construisent depuis des siècles. « Aquitaine, terre d'immigration » fut un programme des années 1980 qui convia de nombreux acteurs et chercheurs à défricher ces enjeux, sous l'égide de Pierre Guillaume¹. « Sud-ouest, porte des Outre-mers »² vient de ponctuer le souci régional de toujours mieux comprendre et expliquer ce que l'Aquitaine (et le grand Midi languedocien) vit au travers la question de ces étrangers qui viennent, qui partent et qui gravitent autour de la région. Entre ces travaux précieux, d'autres ont apporté des éclairages qui enrichissent le portrait plus contrasté que l'on doit peindre de l'Aquitaine par rapport à ces étrangers qui la firent durablement.

Pourtant, on reste encore loin d'une démonstration aussi radicale de la réalité immigrante en Aquitaine que celle d'autres domaines historiques et sociaux, qui ont bénéficié de travaux de recherche et d'un investissement citoyen et associatif démesurément plus riches, exhaustifs, précis et analytiques.

Sans exagérer la part des migrants dans l'histoire et le présent aquitains, il est nécessaire d'encourager à davantage découvrir et faire connaître la réalité d'une région et de son immigration étrangère ; les différents pays aquitains ne seraient pas tout à fait les mêmes sans celle-ci. La présente synthèse tâchera d'en dégager les perspectives les plus curieuses, non pas au sens de leur anomalie, mais dans l'optique d'éveiller la curiosité de tous les aquitains vers une image plus juste de leur passé et de leur présent, et d'appeler à la curiosité des chercheurs et associations pour qu'ils approfondissent notre connaissance encore trop légère de cette réalité : l'Aquitaine, terres d'immigrations.

L'Aquitaine, espace de migrations depuis plusieurs siècles

L'Aquitaine depuis quelques siècles est un espace assez épargné par les bouleversements que connurent d'autres régions, théâtres de mouvements guerriers, politiques, sociaux et démographiques démesurés à l'échelle des individus et sociétés. Pourtant, naguère, d'importants conflits marquèrent voire ravagèrent aussi les pays aquitains : invasions et raids de Romains, Wisigoths, Sarrazins ou Normands, guerres franco-anglaises, déchirements entre catholiques et protestants. Plusieurs fois les terres d'Aquitaine furent aussi le lieu de départ de grandes migrations vers des ailleurs si loin ou si proches : exil des protestants, départs conquérants vers les Amériques (Béarnais et Basques notamment), organisation des traites d'esclaves à partir des ports aquitains... Terre de passages, l'Aquitaine est depuis longtemps traversée de migrations spirituelles, (chemins vers Saint-Jacques-de-Compostelle), comme commerciales, au travers les fleuves et leurs affluents (Dordogne et Garonne unis dans l'estuaire girondin, Adour et ses gaves), jusqu'aux ports de Bayonne et du

¹ Professeur à l'IEP de Bordeaux et à la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA), Pierre Guillaume a coordonné le programme qui a conduit notamment une trentaine de chercheurs et acteurs associatifs et politiques à contribuer aux contenus de neuf ouvrages, publiés à la MSHA. *Nota* : Tous les ouvrages de la série sont cités dans le chapitre sur les sources bibliographiques et mémorielles du rapport d'étude.

² BLANCHARD Pascal dir *Sud-ouest, porte des outre-mers. Histoire coloniale et immigration des suds, du Midi à l'Aquitaine* Paris, Milan, 2006

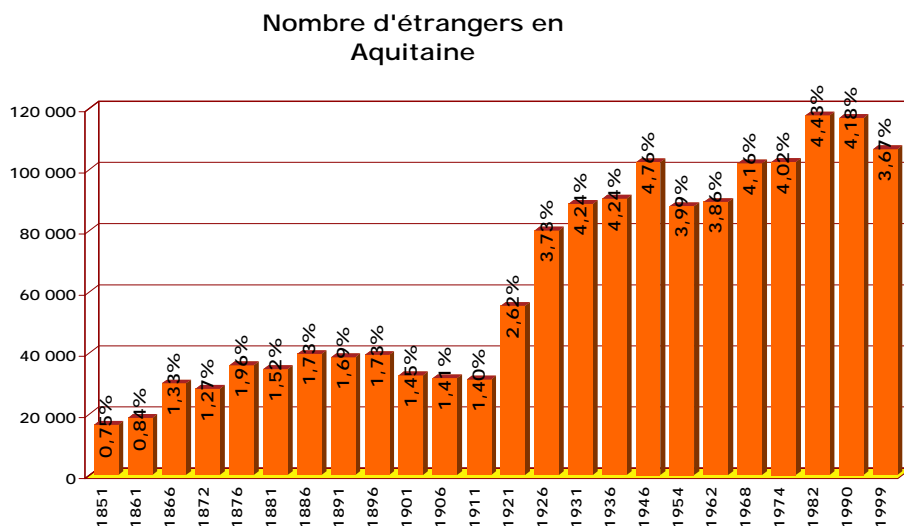
Bordelais ouverts au monde. Elle a toujours été le chemin de transhumances d'immigration et de tourisme entre l'Europe, d'un côté, et la Presqu'île ibérique et l'Afrique, de l'autre. Elle a souvent été un havre pour l'exil de persécutés politiques et religieux : accueil des Juifs chassés par l'Inquisition, des espagnols vaincus des guerres carlistes du XIX^e siècle puis, de la guerre civile des années 1930, des populations fuyant les pogroms en Europe centrale puis, la guerre de 1940.

Pourtant, l'image traditionnelle de l'immigration au vingtième siècle révèle des caractéristiques que l'Aquitaine a peu développé au regard d'autres régions françaises. Elle dispose, à quelques exceptions près, d'une faible industrie et de l'absence de grands bassins miniers, consommateurs d'une main d'œuvre massive propice aux apports directs et indirects de travailleurs venus de l'étranger. Conséquemment, mais pas uniquement, la nature de son habitat et de son activité est très marquée par les forêts, les montagnes et les campagnes, limitant le développement de centres urbains favorables à des emplois souvent dévolus aux mains d'œuvre immigrées pour leur faible valeur (économique et symbolique) et leur pénibilité : bâtiment et travaux publics, activités de services (entretien, transports et manutention, domestiques...). Enfin, l'éloignement des théâtres les plus violents des grands conflits du siècle a préservé l'essentiel du bâti (à part quelques zones industrielles et portuaires) mais a exonéré, en contrepartie, la région des efforts de reconstruction, gourmands en bras que les régions du nord et de l'est firent venir en grand nombre de l'étranger.

On a pu parler, çà et là, d'un « sous-développement aquitain », qui, tout aussi relatif soit-il, prend une résonance particulière dans le panorama des régions de France par rapport à l'immigration depuis deux siècles : l'attractivité aquitaine pour l'installation d'étrangers est objectivement plus faible que pour d'autres régions. Alors que l'Aquitaine du milieu du XIX^e siècle accueillait proportionnellement davantage d'étrangers que la moyenne des autres régions françaises, elles s'est glissée sous ce seuil moyen depuis 6 décennies.

Cette évolution peut donc rendre paradoxale la qualification de « terres d'immigrations » pour l'Aquitaine, eu égard à son passé riche en la matière. Il n'en est rien, puisque qu'il faut regarder les migrations comme un ensemble partiellement hétérogène d'épisodes, d'implantations territoriales et d'origines nationales spécifiques.

Les principaux repères historiques des immigrations en Aquitaine soulignent quelques nuances par rapport aux grands flux nationaux



Jusqu'au XIX^e siècle : exil politique, immigrations de proximité et d'élites commerçantes

Le profil des territoires aquitains a laissé entrevoir la singularité des ports bayonnais, et surtout bordelais, dans l'attractivité qu'ils eurent pour les émigrants, tant aquitains qu'étrangers. L'Aquitaine fut un havre pour les persécutés politiques, économiques et religieux : Juifs séfarades (espagnols et portugais fuyant l'Inquisition) vers Bordeaux et le sud aquitain, protestants de France et d'Europe mais qui s'exilèrent à

nouveau au XVII^e siècle. Parallèlement, des dizaines d'étrangers négociants (en provenance d'Europe du Nord et surtout d'Espagne) s'installèrent régulièrement en Aquitaine pour le commerce maritime et particulièrement avec les colonies, investissant durant le XVIII^e et surtout le XIX^e siècle dans l'économie locale (négoce portuaire, exploitations viticoles, terres agricoles et bâtiments en ville). L'installation des Espagnols fut accrue par le développement du tourisme, durant le second XIX^e siècle, essentiellement sur la Côte Basque et dans certaines villes thermales landaises. Se superposa enfin, au fil de ce siècle, une nouvelle série d'immigrations pour plus d'un siècle, d'origine espagnole ou nouvelle, et pour la première fois, pour des raisons politiques : Joséphins, exilés des trois guerres carlistes (des années 1830 aux années 1870), Républicains de 1936 à 1939.

Le temps des colonies, un retour incontournable sur un passé qui a marqué l'Aquitaine

Le Sud-ouest aquitain n'apparaît pas de manière évidente comme une terre de forte implantation de populations immigrées extra-européennes, eu égard à d'autres régions françaises. Pourtant l'Aquitaine entretient des relations anciennes avec les outre-mers, avec des flux migratoires tardifs mais spécifiques à la région. Cette relation débute au XVII^e siècle avec les premières colonies françaises et se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, Bordeaux joue un rôle déterminant dans l'accueil des premiers « noirs », émigrant depuis l'Afrique Subsaharienne ou les Antilles dès la fin du XVII^e siècle. Entre 1882 et 1913, la III^e République va bâtir le second empire colonial au monde et l'Aquitaine va devenir un axe stratégique de cette expansion, grâce aux ports de Bordeaux, Pauillac et Bayonne, par le commerce de denrées coloniales et les industries liées à la transformation des produits dans toute l'Aquitaine. Des expositions coloniales, avec ses « zoos humains », ont lieu à Bordeaux en 1882 et 1895 et, à Arcachon, en 1894, incarnant l'espace privilégié pour la promotion du négoce colonial et de la colonisation elle-même. Y sont aussi formés les futurs fonctionnaires coloniaux (création de l'Institut de l'enseignement colonial à Bordeaux).

À la veille de la première guerre mondiale, le recours à une main d'œuvre africaine est encouragé par les autorités françaises. Dès 1914 et l'entrée en guerre de la France, des centaines de milliers d'hommes venus des colonies débarquent, en Aquitaine, dont plusieurs dizaines de milliers participèrent à l'effort de guerre dans la région. Des camps pour les troupes coloniales, notamment sénégalaises sont mis en place au Courneau, à Cazaux, Mimizan ou Pau. Certains partirent au front, mais nombreux travailleront sur les grands chantiers, dans les usines (poudreries de Bergerac, Saint-Médard-en-Jalles et Bayonne, aéronautique à Cazaux et Pau...) et dans les arsenaux, sur les docks, dans les gares et dans les forêts, les marais et les champs. Ces travailleurs coloniaux en Aquitaine, très contrôlés et encadrés, généralement mal payés et affectés à des tâches ingrates, (certains se rebelleront, comme des Marocains à Bordeaux), sont confrontés à des tensions locales (grèves, articles de journaux, injures, voies de fait...).

La crise de l'exode rural au milieu du XX^e siècle : nouveaux travailleurs et repeuplement

Bien que l'Aquitaine ne fut pas dévastée par les combats entre 1914 et 1918, ses populations y contribuèrent comme les autres Français : 10% des effectifs masculins aquitains furent décimés, et presque autant furent invalidés. Fait d'autant plus grave que l'Aquitaine intérieure est depuis longtemps touchée par la dépopulation qui n'épargne guère que Bordeaux. Débute alors une seconde vague migratoire en France, soit la première vague massive que connaîtra l'Aquitaine laquelle n'avait pas connu les mouvements migratoires que connurent auparavant d'autres régions minières et industrielles.

C'est surtout le fait des Italiens qui, poussés par la surpopulation et le chômage, sont venus s'installer en nombre dans les campagnes d'Aquitaine, particulièrement en vallée de Garonne. De nombreux Espagnols s'installèrent aussi, particulièrement dans les centres urbains (Bordeaux, Pau et Bayonne). Dès les années 1920, la région va également accueillir plusieurs milliers de réfugiés politiques d'URSS, de Grèce, de Turquie ou d'Arménie, ainsi que des Juifs de ces pays et d'Europe centrale. Cet accueil ne sera pourtant souvent que provisoire, certains immigrants se réorientant vers d'autres régions de France ou d'autres pays à partir des ports internationaux, d'autres étant chassés ou déportés quelques années plus tard.

Durant l'entre-deux-guerres, l'Aquitaine est devenue une région de forte immigration, les immigrés (étrangers et naturalisés) représentant jusqu'à 6% de la population régionale. L'importance du mouvement, rapportée à l'ampleur du dépeuplement, ne fut pas sans susciter des réactions alarmistes localement.

Exilés, internés et requis : le sort difficile pour des milliers d'immigrants d'Aquitaine entre 1939 et 1945

Les guerres vont transformer provisoirement bien que fortement la population Aquitaine, par des mouvements brutaux et massifs d'immigration que la région ne saura pas toujours accueillir, tant pour des raisons locales que nationales. Le premier événement est consécutif de la défaite des Républicains dans la guerre civile qui déchire l'Espagne et qui rabat des Espagnols vers l'Aquitaine, dès 1936, et surtout durant la *Retirada* de l'hiver 1939. 18 000 furent parqués dans le camp de Gurs (64), des centaines furent expulsés ou déportés après mai 1940. Une part notable des cadres espagnols exilés restera alors cachée, coopérant notamment avec la Résistance française.

Le second afflux est lié aux exodes progressifs devant les armées allemandes, convergeant par centaines de milliers, notamment vers Bordeaux et Hendaye, point de sortie terrestre et maritime. Hormis de nombreux alsaciens et mosellans expulsés de leur région annexée (ils s'installeront quelques mois notamment en Dordogne, plusieurs milliers resteront définitivement après 1944), et les autres Français de l'exode de 1940, des dizaines de milliers d'étrangers affluèrent au printemps 1940, prenant les rares bateaux transatlantiques ou vers l'Afrique. 30 000 (dont 10 000 Juifs) furent sauvés par le Consul du Portugal à Bordeaux, Aristides de Souza Mendes, qui leur octroya des visas à l'encontre des consignes du régime de Salazar. Plusieurs dizaines de milliers furent, par contre, internés, les camps des Espagnols (dont celui de Gurs) étant notamment recyclés pour les exilés allemands considérés comme des prisonniers de guerre, rejoints par un convoi de plus de 6 000 Juifs déportés d'Allemagne en octobre. Rien qu'à Gurs, 1 000 prisonniers moururent sur place, plusieurs milliers furent transférés dans d'autres camps pour de graves raisons de santé, et 4 000 déportés vers les camps d'extermination nazis. Enfin, sur la région, 15 154 « indignes » de la nationalité française ont été dénaturalisés pour des motifs raciaux ou politiques.

Par ailleurs, depuis quelques années et de façon croissante, la guerre se prépare et des milliers d'hommes des colonies françaises sont à nouveau débarqués à Bordeaux, recrutés pour soutenir l'effort de guerre français. Après la défaite française de 1940, ces forces restent mobilisées mais orientent leur travail au profit de l'Allemagne dans le cadre de son économie de guerre et de ses installations militaires sur la côte Atlantique.

³

Toutes ces persécutions inciteront des immigrants étrangers à rejoindre la Résistance. L'action des immigrants se concentre singulièrement dans les formes les plus exposées, en particulier la guérilla urbaine et l'infiltration des forces d'occupation. Les FTP-MOI, formation issue de l'ancienne structure syndicale communiste destinée aux étrangers, a grandement contribué à la Libération en Aquitaine, en témoigne la brigade Marcel Langer qui associait toutes les nationalités présentes dans la région. Des régiments de tirailleurs prirent aussi part aux forces alliées. Ces événements ne sont pourtant que, depuis peu, médiatisés et analysés, la mémoire des derniers survivants devenant précieuse pour construire l'histoire de la région.

Le tardif engagement aquitain dans la grande immigration de l'après-guerre et des trente glorieuses

En 1946, les cinq départements appelés à constituer ultérieurement la région Aquitaine comptaient, dans leur population, 4,75 % d'étrangers tandis que la proportion nationale était de 4,38 %. On a pu ainsi parler de l'Aquitaine comme une terre d'immigration pour la première moitié du XX^e siècle. Toutefois, le mouvement ne va pas reprendre aussitôt, la région étant faiblement industrialisée et n'ayant connu que des dommages matériels limités, toutes raisons requérant ailleurs des appoints de main d'œuvre étrangère. L'Aquitaine rurale continue un peu de recruter une main-d'œuvre étrangère, espagnole, italienne, portugaise et, dans une moindre mesure, nord africaine. Le nombre d'étrangers résidents baisse fortement, l'important nombre des naturalisations n'étant pas compensé par l'arrivée de nouveaux migrants.

À compter du milieu des années 1950, se produit une nouvelle vague massive d'immigrants qui recompose l'Aquitaine étrangère. L'augmentation de la production industrielle locale, les grands travaux d'infrastructure, la croissance démographique régionale et les besoins croissants de produits issus de l'agriculture aquitaine nécessitent un surcroît de main d'œuvre importante et peu qualifiée. On assiste alors à un recrutement important de travailleurs étrangers, largement en dehors du contrôle public. À la différence des autres régions françaises, cette nouvelle vague d'immigrants provient encore de pays d'Europe : des Italiens, mais surtout des Espagnols dès 1955, des Portugais à partir des années 1960, et dans une moindre mesure des Marocains et des Algériens.

Les migrants étrangers sont surtout des hommes, jeunes, et ils ne font venir leur famille en Aquitaine que plus tardivement par rapport aux Espagnols et Italiens des années 1920. Exerçant des emplois faiblement qualifiés, ils continuent de s'installer dans les campagnes, mais vont davantage vers les pôles urbains d'Aquitaine qui connaissent, dans la région comme ailleurs, une recrudescence aux dépens des campagnes.

³ Voir aussi page 11

La croissance démographique des agglomérations bordelaise ou paloise est davantage due aux migrants étrangers qu'aux migrants français et qu'à la natalité. Il en est de même pour certains petits centres industriels ruraux, où convergent subitement une forte proportion d'immigrants, entraînant régulièrement l'hégémonie d'une origine nationale. Bien qu'avec un retard et dans des conditions problématiques pour l'avenir, on voit alors apparaître des concentrations péri-urbaines importantes dans des ensembles de logements massifs (rive droite de Bordeaux, Saragosse et Ousse des Bois à Pau, etc.). Des foyers de migrants toujours en activité en Aquitaine hébergent encore les mêmes résidents depuis plusieurs décennies.

En 1975, l'Aquitaine est forte de 145 000 immigrés permanents et 15 000 saisonniers annuels, soit environ 5,5% de sa population (7,4% de moyenne française), mais le pic fut atteint dès les dernières années 1960 alors que l'immigration a encore cru en France jusque 1974. C'est au final une décennie particulièrement marquante pour la part de l'immigration dans la démographie régionale que fut celle des années 1965-1975.

1974-2006, ralentissement et diversification des populations immigrantes

À partir du choc pétrolier, de nouvelles mesures visent à contrôler les arrivées de migrants en France, et l'Aquitaine ne se différenciera pas fondamentalement, bien que région frontalière d'un pays d'émigration. À partir de 1974, on constate l'affaiblissement des étrangers d'origine européenne dont la présence était hégémonique jusqu'à cette date, avec une augmentation de la part (encore minoritaire en 1999) des immigrants africains (42 000 aujourd'hui). Progressivement, et surtout dans les années 1980, des immigrants de nouvelles origines (ou d'anciennes peu prolifiques) s'installent en Aquitaine, parmi lesquels plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (moins de 9 000 en 1999), de Turquie (4 000) et d'autres pays d'Asie (8 000). Cette diversification correspond à des implantations essentiellement urbaines, mais il est à noter qu'elle touche aussi des moyennes et des petites villes. La répartition reste toutefois assez homogène, et on constate une faible sur-représentation immigrée dans les grands centres urbains : en 1982, la communauté urbaine de Bordeaux ne compte que 5,8% d'étrangers contre 6,8% pour l'ensemble de la France, mais 13,9% pour l'agglomération parisienne, 11 à 12% pour Lyon, Grenoble, Cannes, Mulhouse ou encore Saint Etienne⁴.

L'ensemble aquitain est aujourd'hui moins sensible que la moyenne nationale à la présence d'immigrés, près de 160 000 représentant un peu plus de 5% de la population régionale en 1999. Signe d'un ralentissement des immigrations, la part des étrangers est encore plus faible que la moyenne nationale (107 000 étrangers pour 3,7% de la population contre 5,6% pour la France), d'autant plus qu'une part importante des nouveaux immigrants est constituée de riches Européens du Nord (Anglais, Hollandais, Allemands notamment) s'installant dans les campagnes vallonnées d'Aquitaine (Dordogne, Gironde) et sur le littoral océanique.

Tant dans les campagnes que dans les villes d'Aquitaine, se dessine le **vieillessement des populations immigrées aquitaines**, aux problématiques toutefois diversifiées selon les territoires, les réseaux de sociabilités et le contexte économique de la migration. Ceux qui sont implantés depuis longtemps (dont les 2/3 sont naturalisés français par ailleurs) forment les cohortes les plus importantes des immigrés âgés (3 immigrés espagnols sur 5 ont plus de 60 ans). Les retours au pays se sont faits dans des proportions moindres que ce que l'imaginaire collectif de nombreux immigrants pouvait augurer (particulièrement les Ibériques). Ce mouvement est renforcé par les migrations de longue villégiature ou de retraite. Ce qui est enfin notable, c'est que l'image du vieil immigré classique est celle du vieux Maghrébin, alors que les plus vieux immigrants aquitains sont d'abord des migrants venus d'Espagne, d'Italie et du Portugal.

Reste qu'aujourd'hui, la population immigrée aquitaine est très européenne (près de 2 immigrés sur 3) et surtout latine (Espagnols, Portugais et Italiens pour la moitié des immigrés). Les Portugais sont aujourd'hui à eux-seuls presque autant que l'ensemble des Maghrébins d'Aquitaine (36 000). Toutefois, les questions liées aux étrangers souvent exacerbées dans le débat public ne se focalisent pas sur les groupes provenant de pays latins. Ceux-ci sont partiellement inscrits dans le tableau social aquitain, à défaut d'être totalement acceptés et intégrés : ils sont anciennement présents en Aquitaine, plus souvent hors du marché du travail parce qu'à la retraite, pour une part importante, naturalisés français (56% des naturalisés sont issus des pays latins), davantage propriétaires et éparpillés dans leurs résidence, leurs anciens quartiers s'étant diversifiés. Leurs apports culturels commencent à s'intégrer dans le patrimoine commun régional : dynamisme sportif (clubs

⁴ GAIMARD Maryse, *La population étrangère dans la communauté urbaine de Bordeaux*, Talence, MSHA, 1986..

de football, grands joueurs de rugby), tauromachie, gastronomie, élus locaux, responsables syndicaux, patrons de PME et artisans...

Pourtant, l'Aquitaine n'est pas exempte de signes forts d'un rejet persistant des étrangers et de l'immigration, même si ces signes mêlent d'autres causes sociales et économiques. Certains événements et des résurgences s'amalgament dans le discours des Aquitains, largement nourri toutefois par les médias nationaux : l'assassinat raciste d'Habib Grimzi (défenestré du train Bordeaux-Vintimille), la persistance d'un vote Front National élevé en Lot-et-Garonne, les tensions et violences urbaines de l'Ousse des Bois (Pau), les grèves de la fin d'immigrants sans titres de séjours légaux (les « sans-papiers ») de l'Église Saint-Paul de Bordeaux en 1998. Ces signes montrent que l'Aquitaine n'est pas en dehors des schémas français, même si ces questions sont ici moins saillantes.

Dernière tendance notable : l'immigration des dernières décennies est, comme partout en France, largement dominée par les familles (mariages, regroupement familial), apportant non seulement un rajeunissement moyen des immigrés aquitains mais aussi une féminisation. Toutefois, les immigrantes les plus récentes sont moins sur le marché du travail local.

Les principales origines des immigrations vers l'Aquitaine et leurs spécificités

Les Espagnols, 5 siècles d'immigrations privilégiées et diversifiées

L'histoire des immigrations espagnoles en Aquitaine est à la fois une histoire d'exils politiques, de guerres et de travail et de mieux vivre, suivant les instabilités politiques et économiques de la péninsule et cela depuis l'Inquisition. Cette histoire n'est pas seulement celle des causes, elle est également celle de l'installation, de l'influence et du voisinage actif de la présence espagnole continue en Aquitaine qui facilite l'implantation permanente de nouveaux arrivants. Ce phénomène est d'ailleurs loin d'être unilatéral, des centaines de milliers de français du grand Sud-ouest ont émigré en Espagne depuis le début du Moyen-Âge (Béarnais en croisade contre les Maures, puis à Saragosse, etc.), jusque des solidarités saisonnières entre les deux versants pyrénéens.

Les grandes phases de l'immigration espagnole en Aquitaine sont donc très antérieures à notre époque contemporaine. Bien que plus ancienne (attestée depuis 1148), l'immigration juive espagnole (et portugaise dans une moindre mesure) a été marquante depuis l'établissement de l'Inquisition en 1492, pour représenter à la fin du XVIII^e siècle une communauté hispanisante de 2500 bordelais (2% de la population) et 3000 « bayonnais » (à Saint-Esprit voisin). L'émigration d'exil continuera lors des phases d'exils politiques du XIX^e siècle : Espagnols ayant servi la cause du « roi intrus » Joseph Ier, frère de Napoléon, à partir de 1813 (le peintre Goya retrouva à Bordeaux avec de nombreuses élites exilées), combattants et leurs proches des différents camps ayant successivement perdu lors des guerres carlistes (guerres civiles intermittentes depuis 1833 jusqu'aux années 1870).

Parallèlement, l'immigration économique persévère. Les élites négociantes s'implantent régulièrement (elles maîtrisent 20% du trafic bordelais vers 1830) et commencent à investir patrimoniallement. Un nombre toujours croissant de paysans s'installent d'abord dans les centres urbains et touristiques (Bordeaux, Côte basque, villes thermales landaises) pour exercer des emplois souvent ingrats et peu payés (personnel de service, journaliers du bâtiment...). Arriveront aussi, sporadiquement dans la région, des ouvriers agricoles et viticoles, saisonniers ou permanents, surtout en Gironde.

La seconde grande vague espagnole en Aquitaine fut plus concentrée et eut lieu après la première guerre mondiale et fut notamment espagnole. L'agriculture fut un espace d'appel à la main d'œuvre, et sur les 4300 étrangers travaillant en Gironde dans ce secteur en 1926, 2900 étaient espagnols, répartis sur des territoires à vocation viticole, les zones d'élevage et de polyculture, comme salariés agricoles (60% d'entre eux), métayers ou fermiers (un quart), voire propriétaires (1/7), bien que ce soit de propriétés inférieure de moitié à la moyenne girondine.

Durant les cinq décennies à venir, de nombreux Espagnols vont émigrer pour des raisons économiques, constituant en Aquitaine la plus importante communauté hispanique installée à l'étranger. Cette vague d'émigration va d'abord concerner principalement les hommes, elle va par la suite devenir familiale. 38 000 des 90 000 étrangers en Aquitaine, en 1936, sont espagnols. Pour la plupart salariés, ils sont employés dans des activités que les nationaux délaissent dans l'agriculture, le bâtiment, la métallurgie et quelques carrières,

les femmes investissant massivement les emplois domestiques, les métiers peu qualifiés de la restauration et de l'hôtellerie, les ateliers textiles, ainsi que l'agriculture avec leurs enfants.

Le mouvement va rebondir avec la défaite des Républicains dans la guerre civile qui déchire l'Espagne et qui rabat des milliers Espagnols vers la frontière et les ports d'Aquitaine dès 1936 (souvent des femmes et des enfants). En janvier et février 1939, la défaite républicaine finale entraîne la *Retirada* de cinq cent mille réfugiés espagnols, dont 18 000 furent parqués dans des conditions déplorables au camp de Gurs (64).

Après la seconde guerre mondiale, l'émigration espagnole vers la France reprend progressivement, mais ne concernera réellement l'Aquitaine qu'à compter de la moitié des années 1950. S'implantant essentiellement en Gironde (un sur deux en moyenne) et en Pyrénées-Atlantiques (un sur trois), ces nouveaux immigrants espagnols aquitains s'installent pour leur très grande majorité durablement, et en famille, immigration désormais davantage urbaine et industrielle, que rurale et agricole, bien qu'encore importante (surtout pour les saisonniers). Les entrées vont décroître progressivement au rythme du développement économique et de la libéralisation politique espagnole. La proximité de l'Espagne avec l'Aquitaine rurale a permis une immigration agricole saisonnière, ancestrale, qui a concerné des milliers d'Espagnols jusque la fin des années 1990 (jusque 18 000 par an en 1978).

Le déclin de la primauté espagnole dans les immigrations aquitaines n'est que relatif et assez tardif, les 53 000 Espagnols de la région, en 1968, représentent encore plus de la moitié des étrangers. En 1999, 34 000 Aquitains viennent d'Espagne, première origine parmi les immigrants, dont une majorité de femmes (56%). Plus de la moitié ont été naturalisés français, et autant ont plus de 60 ans.

L'apport original de l'immigration espagnole est d'avoir créé de véritables quartiers espagnols dans les villes aquitaines, notamment à Bordeaux, signe d'ailleurs que cette émigration fonctionne en réseaux (les nouveaux arrivants sont informés et accueillis par les anciens, et ainsi de suite). Depuis ces quartiers, on entend parler espagnol, la gastronomie et les coutumes espagnoles se perpétuent et s'étendent à la culture aquitaine, qui les assimile, les adapte, les adopte. Outre les cercles des élites intellectuelles et commerçantes, des lieux de rencontre et d'entraide se créent (dont El Solar Espanol, fondé en 1920 à Bordeaux), des clubs sportifs, des solidarités syndicales. Reste que les immigrés espagnols forment des groupes sociaux bien différents, aux origines diverses. Il y a les réfugiés Juifs de l'Inquisition, les exilés politiques des différentes guerres civiles, dont les Républicains, les diverses vagues d'émigration économique et les constants investisseurs. L'histoire et la mémoire locale ne soulignent pourtant pas suffisamment cette diversité, que le vieillissement des immigrants doit encourager à investir rapidement.

Les Italiens : la singularité d'une immigration aquitaine

On peut s'étonner de la vitalité des études historiques et mémorielles autour des immigrants italiens en Aquitaine, alors qu'ils ne furent pas les plus nombreux. Toutefois, l'aspect « brutal et massif »⁵ et le caractère éminemment rural de cette immigration en Aquitaine la rend singulière. Par sa concentration dans le temps et l'espace, elle a transformé un pays, la moyenne vallée de Garonne. Dans la relative jeunesse des travaux sur l'immigration en Aquitaine, ce mouvement frappa les observateurs et encouragea de nombreuses recherches.⁶

Bien que l'irruption du phénomène migratoire italien en Aquitaine sous sa forme massive a du attendre les années 1920, les villes du Sud-ouest avaient attiré quelques individus venus de la péninsule dès le siècle précédent. L'importante vague migratoire italienne des années 1919 à 1939 s'est déroulée sur fond de crise économique et d'installation du régime fasciste en 1923. Les Italiens s'installent dans la région dans des espaces très largement ruraux, qui sortent d'ailleurs des limites de l'Aquitaine actuelle. Cette immigration fut très concentrée géographiquement autour de la moyenne vallée de Garonne et de ses affluents : presque tout le Lot-et-Garonne, l'est de la Gironde, le sud de la Dordogne, et dans certains départements des régions Midi-Pyrénées (Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Gers, Tarn) et du Languedoc-Roussillon (Aude). La soudaineté correspond aussi à des phénomènes propres à la France, dont l'exode rural qui s'était largement

⁵ Sylvie Fescia-Bordelais

⁶ Les sources utilisées pour la présentation historique de l'immigration italienne sont nombreuses, ainsi qu'on le voit dans la bibliographie détaillée du Rapport d'étude. On renverra toutefois plus particulièrement aux ouvrages de Sylvie Fescia-Bordelais et Pierre Guillaume dans la série Aquitaine, terre d'immigration publiée par la MSHA (*Colons italiens en Aquitaine dans la première moitié du vingtième siècle* et *L'immigration italienne en Aquitaine*), ainsi que les ouvrages de Carmela Maltone avec Monique Rouch (« *Comprare un prà* » *Des paysans italiens disent l'émigration, 1920-1960* et *Sur les pas des italiens en Aquitaine au vingtième siècle*) et seule (*Exil et identité, les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest 1924-1940*) et de Laure Teulière (*Immigrés d'Italie et paysans de France, 1920 – 1944*)

engagé depuis le milieu du XIX^e siècle va être renforcé par l'hécatombe du premier conflit mondial. D'un millier d'Italiens aquitains en 1921, ils seront dix fois plus cinq ans plus tard (14 000) et plus de 40 000 en 1936, un tiers des étrangers aquitains, plus des deux tiers des immigrants lot-et-garonnais. Ils se dirigent principalement vers l'agriculture, 73 % des immigrants italiens actifs de l'actuelle Aquitaine travaillant dans ce secteur. Ce mouvement massif ne doit pas cacher l'implantation dans l'agglomération bordelaise, orientée vers les emplois domestiques, le bâtiment et l'industrie, et dans quelques petits centres industriels (dont Fumel, l'un des rares gisements miniers de la région).

Ce sont principalement des paysans, venus de régions très délimitées de l'Italie du Nord, qui émigrèrent en Aquitaine, souvent au terme d'un itinéraire complexe passant par les mines et usines du Nord et de l'Est de la France. Souvent propriétaires parcellaires et, parallèlement, salariés agricoles ou de l'artisanat rural, ils quittent une région piémontaise, (plus de 80%) , surpeuplée, où le prix des terres est très élevé, ce qui empêche tout agrandissement qui leur permettrait de vivre sur des exploitations viables, et où les salaires sont très bas. Informés par des journaux italiens de la situation des terres gasconnes, des fermes abandonnées, de la terre fertile et du prix peu coûteux des terres, les premiers immigrants italiens confirmeront vite ces écrits, inaugurant un mécanisme : les premiers migrants (souvent des hommes seuls) parvenus dans un lieu vide et fertile, après une installation qu'ils jugeaient réussie, attirant parents ou amis pour qu'ils viennent à leur tour s'installer. Ces réseaux d'immigration, sur la base d'affinités familiales et surtout géographiques, reproduisirent des villages et des pays italiens dans l'Aquitaine. Le mouvement fut accompagné par la création d'organismes patronaux et publics spécifiques, coopérant avec l'administration italienne, repérant des familles, les incitant voire les finançant, pour le voyage ou pour l'implantation. De nombreux témoignages recueillis ultérieurement nuancent toutefois la facilité apparente de cette entreprise : bien des immigrants vinrent dans des conditions infiniment plus précaires ou rendues franchement hasardeuses par les obstacles mis à leur départ par le régime mussolinien.

Les Italiens s'installant sont en général des cultivateurs expérimentés et vont, à ce titre, transformer la région davantage que par le simple repeuplement rural auquel l'historiographie et la mémoire locale les réduisent trop souvent. Ils introduisent en Aquitaine de nouvelles cultures, améliorent les productions locales, développent de nouvelles techniques, notamment mécanisées. Tirant parti de familles plus nombreuses que celles de l'Aquitaine d'alors, ils améliorent la qualité des produits et les rendements. En fait, les Italiens du Nord ne quittent pas un monde rural sous-développé pour un monde rural développé, mais plutôt l'inverse. Ils ne constituent pas un simple prolétariat agricole, beaucoup achetant des terres, nombreux devenant métayers.

Si l'immigration italienne en Aquitaine a pour cause fondamentale la détérioration du contexte économique, s'ajoute dans certains cas individuels la mise en place du régime mussolinien. Bien que causé par des motifs politiques, cet exil revêtait aussi une forte connotation économique car ces Italiens avaient perdu leur travail en raison de leur engagement politique ou syndical. Ces immigrants économiques mais militants ont continué à lutter pour leurs engagements en France, tant dans des structures liées à leur communauté que dans les structures politiques et syndicales locales. Nombreux s'engagèrent dans la Résistance.

Les immigrants italiens d'Aquitaine (urbains et ruraux) constituent alors une communauté très structurée, outre ses réseaux d'immigration. Certains Italiens arrivèrent parfois avec, à leur tête, un prêtre, ce qui n'allait pas sans susciter l'inquiétude dans un Sud-ouest français largement et, de longue date, déchristianisé. *L'Opera Bonomelli*, œuvre « d'assistance aux ouvriers italiens en Europe », est représentée, dès 1924, en Aquitaine par Monseigneur Torricella qui va être pendant 20 ans le chef spirituel de la communauté italienne, notamment grâce à la publication de l'hebdomadaire *Il Corriere*. Son engagement en faveur du régime mussolinien lui valut d'être assassiné le 7 janvier 1944. À partir de 1926, le gouvernement Italien, bien qu'hostile à cette émigration qu'il ne pouvait enrayer, tenta d'encadrer la communauté. Ses émissaires créent alors des fascis et des associations, allant des patronages aux anciens combattants. Le consulat Italien à Bordeaux et des Maisons des Italiens sont des lieux de propagande, donnent diverses aides aux familles nécessiteuses et nombreuses, entretiennent les liens directs avec l'Italie.

À partir de 1950, le nombre d'Italiens en Aquitaine commence à diminuer du fait de la mort de la première génération, des mariages mixtes et d'un nombre important de naturalisations, même si l'administration fasciste bloqua longtemps les pièces nécessaires. En 1946, ils étaient 32 000 Italiens en Aquitaine, et deux fois moins, vingt ans plus tard. Une troisième vague d'arrivée de migrants italiens vint à la fin des années 1960 (près de 10 000, surtout dans les centres urbains et industriels). Aujourd'hui 4^e groupe d'étrangers de la région, les Italiens représentent encore 13 000 Aquitains en 1999, signe que l'intégration massive durant le siècle n'a pas totalement réduit un mouvement d'immigration vivace sur plusieurs décennies.

Reste aujourd'hui un bilan en demi-teinte de l'intégration italienne, davantage proche d'une assimilation, dans le moule social, économique et culturel français, qu'à la construction commune d'une société porteuse des apports des différentes parties. En est la preuve la réduction de cette présence au repeuplement rural, ou à quelques profils d'exilés politiques. Leur rôle dans les mouvements sociaux, les instances syndicales et artisanes, et la Résistance sont parmi les nouveaux territoires de recherche sur la mémoire des migrants italiens en Aquitaine.

Le surgissement des travailleurs Portugais en nombre dans l'Aquitaine des années 1960

Bien qu'arrivés massivement après les Italiens, les Portugais⁷ représentent une vieille immigration dans la région, à l'instar des Espagnols, mais dans des proportions moindres. Depuis les premiers exilés juifs de l'Inquisition, les Portugais s'implanteront timidement mais régulièrement en Aquitaine pendant les siècles suivants, souvent dans la lignée des négociants Espagnols. Pourtant, alors que l'émigration portugaise massive est un phénomène ancien et structurel, que l'Aquitaine est un lieu de grande proximité géographique et qu'elle est une terre d'immigration avérée depuis les années 1920, les Portugais n'y émigreront que tardivement, à partir des années 1960, surtout. Dans une mesure moindre que les Italiens, ce mouvement d'implantation portugaise aquitaine est impressionnant, eu égard à sa concentration dans le temps et dans les espaces. D'à peine moins de trois milliers de Portugais aquitains en 1962, on en dénombrait officiellement dix fois plus en 1968, pour une population qui entretiendra le même niveau élevé jusque récemment (plus de 30 000 en 1999), et ce, en dépit des naturalisations, et de la nouvelle situation portugaise depuis 1974 (fin de la dictature, ouverture économique et européenne).

Les Portugais d'Aquitaine forment un ensemble plus homogène, du fait de nombreuses caractéristiques communes. L'implantation est d'abord davantage urbaine que les autres migrants aquitains et que la moyenne aquitaine même. Les concentrations sont d'ailleurs accrues par une très forte présence dans les plus grandes agglomérations : Bordeaux, Pau, Bayonne, sans que ce soit une règle, puisque certaines villes moyennes sont peu le lieu de résidence des Portugais, au contraire d'autres qui accueillent une communauté portugaise très majoritaire parmi les immigrants : Mourenx (Lacq) et Mauléon, Dax et Mimizan, autour du Bassin d'Arcachon, à Périgueux, Terrasson et Sarlat, Fumel. Parmi ces dernières, on retrouve les quelques rares centres industriels de la région, attirant ainsi de façon privilégiée les migrants lusitaniens. Toutefois, Dax, Arcachon ou Pau sont des centres davantage orientés vers le tertiaire (tourisme et thermalisme notamment), signe de la diversification des emplois de ces migrants. Reste que les actifs portugais en milieu urbain sont essentiellement employés dans des métiers, liés au bâtiment et aux travaux publics pour les hommes, aux services domestiques pour les femmes, sur des niveaux de qualification assez bas. Leur implantation a fortement évolué en 40 ans, d'une forte concentration dans quelques quartiers centre-urbains populaires vers un essaimage très large, particulièrement vers les zones pavillonnaires péri-urbaines, là où les villes se construisent et se développent.

L'implantation rurale des Portugais (20% en moyenne) est très disséminée à l'échelle de l'Aquitaine : ainsi, très présents dans les cantons viticoles du Médoc, ils sont quasi absents dans ceux de l'Entre-deux-mers oriental. Par ailleurs, cette implantation rurale ne correspond pas à une attractivité strictement agricole, puisque les Portugais sont particulièrement présents dans des petites villes et gros villages des Landes de Gascogne, souvent employés dans les usines de traitement du bois (scieries, papeteries, parfums... où travaillent autant les hommes que les femmes sur des tâches peu qualifiées et physiquement usantes).

L'homogénéité relative de la communauté portugaise d'Aquitaine tient aussi à d'autres caractéristiques. Les régions de provenance des Portugais aquitains sont particulièrement concentrées sur le Nord et l'Est du Portugal, régions rurales assez pauvres et régulièrement surpeuplées. L'émigration en Aquitaine, tout comme vers d'autres territoires sur la ligne Hendaye-Paris, se fait à partir de filières locales, souvent clandestines, où les premiers migrants repèrent puis appellent leurs proches. Les femmes jouant rapidement un rôle actif économiquement, lors de leur arrivée. Cette immigration a été tardivement favorisée par des facteurs institutionnels depuis 1974 ; ce qui a favorisé l'expression de cette communauté dans des logiques non plus uniquement géographique mais aussi associatives : accords culturels entre la France et le Portugal, libéralisation du droit d'association pour les étrangers en 1981.

Les Portugais aquitains, bien que forts de ce dynamisme collectif, sont toutefois pris dans des paradoxes dont ils n'arrivent pas toujours à dépasser les frontières : et se demandent comment sortir de certaines formes collectives parfois folklorisantes (et pas toujours liées à leurs véritables régions d'origine) pour confronter

⁷ GUICHARD François dir. *Les Portugais en Aquitaine*, Talence, MSHA, 1990

leur culture d'immigrants portugais à la culture aquitaine et française, comme le réussirent partiellement les Espagnols. Ici, comme pour les autres immigrations les plus récentes, la piste de l'acculturation semble davantage passer par les descendants, avec des paradoxes quant au modèle français d'intégration.

Les immigrants des Outre-mers coloniaux et post-coloniaux, main d'œuvre massivement importée et pourtant mal considérée, aujourd'hui l'essentiel des récentes immigrations aquitaines⁸

Cette immigration commence timidement pendant la III^e République et elle est liée à la conquête par la France de nombreux territoires outre-mer, même si elle ne concerne que quelques centaines d'immigrants jusque 1914. Dès le conflit, des centaines de milliers d'hommes venus des colonies d'Afrique et d'Asie débarquent en Aquitaine, contraints de participer à l'effort de guerre, en rejoignant le reste de la France mais aussi en travaillant dans la région : usines d'armement et d'équipement, travaux agricoles... Ce travail, fortement encadré, ne permet pas de réelle mixité avec la population aquitaine, hormis sur les lieux de travail et en bordure des lieux de résidence, souvent des campements de baraquements, situés près des usines. La fin des hostilités conduira à un retour au pays pour leur très grande majorité. Le même mouvement se reproduira, de façon similaire, 20 ans plus tard. Peu sont restés en Aquitaine entre les deux guerres. Bordeaux, ville de l'Empire, continue d'organiser des expositions coloniales, et l'Aquitaine devient aussi, à cette époque, un lieu de formation pour une partie des élites d'outre-mer.

La montée vers la nouvelle guerre conduit à un nouvel appel de travailleurs et de tirailleurs coloniaux. Des milliers sont recrutés et beaucoup stationnent en Aquitaine, sous un contrôle et un encadrement très serrés (dont un centre de « tri » à Bordeaux). Les coloniaux, présents après la victoire allemande, seront majoritairement emprisonnés (1/3) ou requis (1/3), notamment au service de l'organisation Todt et de l'effort de guerre nazi. Les MOI (main-d'œuvre indigène) Indochinois qui ont un statut quasi-militaire vont travailler en nombre dans les industries d'armement de Bayonne et de Bergerac, parqués dans des campements aux conditions de vie épouvantables. En dépit de leur engagement dans les actions de Libération, beaucoup de ces immigrants, africains ou asiatiques, arrivent sur Bordeaux fin 1945 pour s'embarquer sur les bateaux qui les ramènent chez eux.

Au lendemain du conflit, Bordeaux accueille à nouveau des étudiants des pays et continuera après la décolonisation. L'immigration de travail reste toutefois encore faible quantitativement. Dans les années 1960, on assiste à un essor spectaculaire de l'immigration régionale : à la suite d'accords nationaux pour le recrutement d'une main-d'œuvre non qualifiée, on voit s'installer en Aquitaine des travailleurs algériens, marocains et tunisiens qui vivent dans des logements délabrés, des hôtels et des foyers Sonacotra. Les camps de Bias et Sainte-Livrade-sur-Lot qui ont enfermé des Espagnols et des Juifs à partir de 1939 vont perdurer par la mise en place des Camps de séjour surveillé (puis Centres d'assignation à résidence surveillée) accueillant des travailleurs des outre-mers. 3 000 réfugiés vietnamiens s'installeront au camp de Sainte-Livrade à partir de 1956, pour y vivre dans des conditions très difficiles, certains descendants y demeurent d'ailleurs encore aujourd'hui. À Bias en Lot-et-Garonne, ce seront près de 2 000 Harkis qui connaîtront une destinée similaire.

En Aquitaine, l'immigration des Marocains (65% des Maghrébins en 1999, soit 22 000) supplante progressivement celle des Algériens (30%), devenant la première force de travail immigrante locale. Ils prennent souvent le relais de l'immigration espagnole dans les domaines agricoles, mais également dans les industries du bâtiment.

À Bordeaux, on note aussi la présence de Malgaches, de Sénégalais dont témoigne la présence ancienne de marabouts dans la région laquelle avait été un élément déterminant et structurant d'une implantation progressive et régulière, sur la Garonne et à Bordeaux. Les immigrants d'Afrique sub-saharienne sont encore peu aujourd'hui en Aquitaine (6% des immigrants), même si ce nombre est en augmentation.

Les immigrés originaires d'Asie sont, eux aussi, peu nombreux dans la région, on en recense 10 374 en 1999. Beaucoup sont nés en Turquie (28%) ou au Vietnam (21%). Ils résident surtout en Gironde. Leur présence s'est renforcée dans la région à partir des années 1980.

⁸ L'historique de l'immigration d'outre-mer a été réalisé grâce aux écrits de Mar Fall, de Christine Renaudat et grâce à l'ouvrage intitulé *Sud-Ouest, porte des outre-mers. Histoire coloniale et immigration des suds, du Midi à l'Aquitaine*, dirigé par Pascal Blanchard. Voir aussi la bibliographie détaillée du Rapport d'étude.

Quelles mémoires des immigrations en Aquitaine et pour quelles finalités ?

Les débats actuels sur la mémoire recouvrent des enjeux parfois antagonistes mais aussi des acceptions si différentes que le pluriel est de rigueur. À l'échelle des immigrations en Aquitaine, et dans le mouvement d'un travail historiographique, les exigences sont très différentes de celles travaillées par des acteurs de l'interculturalité par exemple. Les quelques éléments suivants visent à souligner cette diversité et à ouvrir quelques pistes quant aux atouts et aux besoins sur la région. La prise de conscience de cette problématique (Cité nationale de l'histoire de l'immigration, soutiens locaux de l'Académie Aquitaine sur ces questions, présente étude...) entrent en résonance avec des initiatives locales actives depuis plusieurs années, parmi lesquelles la constitution actuelle d'un Réseau Aquitain Histoire et Mémoire de l'Immigration.

Deux séries d'approches peuvent être liées pour constituer un premier groupe de travaux sur les mémoires. Les premiers établissent de nouveaux éléments historiographiques (thèses, mémoires, ouvrages publiés), à partir de travaux sur la mémoire, par exemple des monographies d'immigrants ou de groupes d'immigrants, des recueils de paroles sur un territoire et une période donnée. Dans ce domaine, des travaux universitaires régionaux depuis 20 ans ont enrichi la connaissance qualitative et quantitative de certaines immigrations par des mises en perspectives diversifiées de témoignages et de sources inédites, pour amender et enrichir l'histoire locale avec ces éléments sous-évalués, oubliés, voire niés. Les travaux sur les Italiens déjà cités sont exemplaires à cet égard, et il serait intéressant que d'autres chercheurs utilisent ces démarches pour d'autres groupes.

L'autre série vise à constituer la mémoire collective aquitaine de ses rapports avec ses immigrants, sur la base de témoignages mais à visée didactique et publique : expositions et manifestations autour de l'histoire, du rôle et des apports de tel groupe (les tirailleurs marocains) ou telle personne (Aristides de Sousa Mendes). Au carrefour des deux approches, l'initiative exemplaire de la revue *Ancrage* en Lot-et-Garonne regroupe des travaux amateurs (dans le sens de bénévoles) avec une approche scientifique approfondie, apportant aux lot-et-garonnais des témoignages vivants sur des immigrants de leur région. Quelques initiatives de mémoires locales (quartiers, villes) en Aquitaine intègrent aussi la part des immigrants, de leur vie et de leur culture, mais aussi de leurs descendants.

Enfin, bien que des travaux universitaires et d'association savantes (dont Génériques) ouvrent de nombreuses pistes pour le travail sur la base d'archives, les initiatives associatives et citoyennes dans la région mettent peu en avant des projets exploitant ces sources précieuses.

La mémoire est aussi invoquée par des acteurs aquitains comme processus où les individus revisitent leur migration. À la limite d'une démarche psychanalytique, certains travaux visent à faire exprimer des parcours de migration (le départ, le voyage, l'arrivée, l'installation...), et à organiser une médiatisation de ceux-ci : ouvrages, manifestations, expositions. Si l'intérêt individuel n'est pas jugé ici, on peut regretter que ces démarches n'interrogent pas davantage les Aquitains sur ces migrations, et sur la part qu'elles représentent tant dans l'histoire locale que notre société présente.

Dernier champ de travaux mémoriels sur la région, les actions interculturelles se confrontant à la question du passé colonial, que cet aspect soit ou non ouvertement revendiqué. La question de la mémoire peut sembler dans bien des cas un prétexte, ou un aspect secondaire, à une action visant à faire découvrir d'autres cultures, ayant un lien plus ou moins direct avec les immigrants aquitains, souvent via leurs descendants. La mémoire de l'esclavage trouble d'ailleurs le débat local (à Bordeaux essentiellement), parce qu'elle devient l'enjeu focal d'un combat symbolique où certains auront tendance à intégrer leurs propres situations d'immigrants ou descendants d'immigrants à ce crime originel.

La part que doivent jouer les professionnels sera ici déterminante dans les prochaines années, si l'Aquitaine veut mieux comprendre son histoire des immigrations à l'aune de ces enjeux. Le travail local de production historique est,

à cet égard, encore largement insuffisant pour éviter des idées fausses et construire une base commune utile au débat. En promouvant des cahiers des charges, des programmes et des objectifs communs, en partageant les informations et en ouvrant les travaux à de nombreuses disciplines et de nombreux territoires aquitains (Bordeaux est encore surreprésenté), chercheurs, archivistes, analystes et étudiants pourront consolider le substrat historique nécessaire pour que l'Aquitaine ait enfin une mémoire des immigrations qui l'ont faite, à sa juste mesure.

